

Pourquoi les entreprises du secteur de l'énergie et des *utilities* doivent-elles agir maintenant pour sauver la planète et considérer le développement durable comme une opportunité à saisir ?

Alors que la consommation énergétique représente 73% de l'ensemble des émissions mondiales, les entreprises du secteur de l'énergie et des utilities sont les acteurs incontournables du changement climatique.

- ***Près des deux tiers (64%) des entreprises affirment également générer une hausse de leurs revenus grâce à des offres et opérations durables. En effet, plus de la moitié des entreprises investissent dans au moins six sources de revenus propres.***
- ***Néanmoins, 37% d'entre elles ont ralenti ou suspendu leurs initiatives et investissements en matière de développement durable à cause de l'épidémie de COVID-19***

Paris, le 5 octobre 2020 – Les entreprises du secteur de l'énergie et des *utilities* qui prennent des initiatives avancées en matière de développement durable¹ augmentent leurs revenus, améliorent leur image de marque et leurs notations, et jouissent d'une image positive auprès des investisseurs, organes de réglementation et clients, selon un nouveau rapport publié par le [Capgemini Research Institute](#), intitulé « [Powering Sustainability: Why energy and utility companies need to act now and help save the planet](#) ». L'étude montre également que le secteur se diversifie au profit de sources de revenus durables, alors même que les émissions de gaz à effet de serre (GES) imputables à la consommation énergétique représentent 73% de l'ensemble des émissions mondiales², et que les entreprises doivent redoubler d'efforts pour devenir durables et aider l'ensemble de l'économie à atténuer le risque climatique.

Compte tenu de l'imminence des échéances des pactes écologiques (le 'Green Deal', Pacte vert pour l'Europe par exemple) et autres contraintes réglementaires liées aux émissions de carbone, l'inaction va devenir coûteuse. Dans ces conditions, les grandes entreprises - notamment celles opérant dans le secteur des *utilities* en Europe - ouvrent la voie vers le développement durable, et fixent des objectifs clairs et ambitieux pour réduire ou supprimer les émissions de carbone dans leur chaîne de valeur. Après avoir interrogé 600 dirigeants appartenant à 300 organisations du secteur, Capgemini révèle que les entreprises de l'énergie et des *utilities* ne considèrent plus le développement durable comme une menace, mais plutôt comme une raison d'être et une opportunité à saisir. Par ailleurs, celles-ci ne se contentent plus de sécuriser leur licence d'exploitation conforme aux réglementations pour jouer un rôle essentiel dans la transition vers l'énergie propre.

Alors que le développement durable est désormais au cœur des opérations, près des deux tiers (64%) des entreprises affirment générer une hausse de leurs revenus grâce à des opérations durables et plus de la moitié d'entre elles déclarent investir dans au moins six sources de revenus « verts », dont l'hydrogène décarboné (59%). Parmi les autres avantages obtenus grâce à ces investissements durables, citons la valorisation de la marque et une perception positive à l'égard des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

¹ La définition de l'expression « développement durable », retenue par les Nations Unies, s'efforce de trouver un équilibre entre le présent et l'avenir : « Le développement durable répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».

² Climate Watch, « Historical GHG emissions » https://www.climatewatchdata.org/ghg-emissions?end_year=2016&start_year=1990 accessed 23 September 2020



Des obstacles subsistent

Malgré ces progrès, les entreprises du secteur de l'énergie et des utilities peinent encore à transformer leur intention en réalité. Alors que 57% des répondants affirment adopter une approche mature – à savoir que les initiatives en matière de développement durable sont inscrites à l'agenda stratégique et en cours de déploiement dans l'entreprise, ainsi qu'au profit de leurs clients en termes de responsabilité environnementale – cette maturité cache une complexité pas toujours facile à appréhender.

S'agissant de réduire les émissions, le rapport révèle que moins de la moitié des entreprises (42%) mettent en place des pratiques matures pour réduire les émissions du Scope 1³ et seules 3% d'entre elles adoptent une approche réfléchie pour lutter contre les émissions du Scope 3⁴.

La crise actuelle de la COVID-19 constitue un autre défi à relever. Même si, globalement, la pandémie permet de réduire les émissions de CO₂ (de 2,4 Gt) au rythme le plus rapide depuis 2010, celles-ci doivent encore baisser de 60% pour garantir que, d'ici 2050, la hausse des températures sera limitée à 1,5 à 2°C par rapport aux niveaux de l'époque préindustrielle. Suite à la pandémie de COVID-19, 37% des entreprises interrogées déclarent avoir ralenti considérablement le rythme des investissements en matière de développement durable.

Dans le cadre de l'Accord de Paris qui vise à limiter le réchauffement climatique, le rapport montre que seules 6% des entreprises du secteur de l'énergie et des *utilities* sont actuellement en passe d'atteindre ces objectifs. En outre, trois entreprises sur cinq affirment qu'elles seront incapables de respecter les objectifs définis par l'Accord de Paris ou qu'elles ne sont pas sûres d'y parvenir.

« Malgré les progrès accomplis dans le secteur, il est évident que les entreprises du secteur de l'énergie et des utilities doivent redoubler d'efforts pour atténuer les effets nocifs du changement climatique et accélérer leurs programmes dédiés au développement durable », déclare Philippe Vié, à la tête du secteur *Energy & Utilities* chez Capgemini. Et d'ajouter que *« C'est une chose de définir une vision et une stratégie ambitieuses – mais c'en est une autre de s'y tenir, notamment concernant les émissions du Scope 3. Afin de préparer l'avenir, les entreprises doivent reconnaître que pour garantir un véritable impact et changement, elles doivent parfaire leurs modèles dans le but de répondre aux exigences d'un monde durable et exploiter pleinement le potentiel des technologies pour atteindre des objectifs ambitieux. »*

Le rapport met en évidence une série de recommandations clés pour les organisations de l'énergie et des utilités publiques en vue de se préparer à un avenir durable. Les organisations doivent commencer par transformer radicalement leurs modèles en réduisant progressivement les investissements en capital dans la production d'énergie à partir des combustibles fossiles, en créant une feuille de route pour éliminer progressivement les actifs existants à forte intensité d'émissions et en orientant les capitaux vers les énergies renouvelables et les opérations à faibles émissions. Elles doivent également maximiser l'utilisation et l'investissement dans les énergies renouvelables, avoir recours à la technologie pour accélérer le processus de développement durable, offrir aux clients des solutions à faibles émissions / énergies propres pour réduire les émissions de Scope 3 et intensifier les efforts d'inclusion sociale et de durabilité économique.

Pour atteindre les objectifs ambitieux en matière de développement durable, la technologie s'avère centrale : plusieurs technologies digitales et de rupture, comme l'Internet des Objets (*IoT*), l'automatisation, l'analyse de données, les technologies de stockage par hydrogène, l'électrification des usages – ainsi que l'intelligence

³ Les émissions de gaz à effet de serre du Scope 1 sont des émissions directes libérées dans l'atmosphère qui proviennent de sources détenues ou contrôlées. La production d'électricité par la combustion du charbon est un exemple d'émissions du Scope 1.

⁴ Les émissions du Scope 3 sont les émissions indirectes de gaz à effet de serre autres que les émissions du Scope 2 qui sont générées dans l'économie au sens large. Elles sont produites par les activités d'une entité, mais proviennent de sources non détenues ou contrôlées par les activités de l'entité en question. Citons par exemple l'extraction et la production de matériaux achetés, le transport de carburants achetés, l'utilisation de services et produits vendus. Le Scope 3 inclut également les émissions associées à la sous-traitance des activités liées à l'élimination des déchets solides et au traitement des eaux usées. Certaines émissions du Scope 3 peuvent également provenir des pertes transport et distribution (T&D) associées à l'électricité achetée.



artificielle/le *machine learning*⁵ – sont les technologies phares dans lesquelles investissent les entreprises du secteur de l'énergie et des utilities pour leur agenda durable. Plus de la moitié (55%) des entreprises collaborent avec des sociétés technologiques établies pour intégrer de nouvelles idées et pratiques à leur programme de développement durable. Pourtant, malgré ces avantages potentiels, le déploiement à l'échelle des cas d'usage liés aux technologies est faible.

Philippe Vié conclut : « *Au cours d'une décennie où agir est primordial, avoir des ambitions limitées serait une erreur, compte tenu de l'énorme transformation nécessaire pour respecter les objectifs définis par l'Accord de Paris et des obligations légales imposées aux acteurs européens en matière de transition énergétique. Concernant les entreprises du secteur de l'énergie et des utilities, le message est clair : l'ampleur du défi à relever est immense et ne cesse de croître. Les entreprises qui n'agissent pas de toute urgence sont déjà confrontées à une perte de revenus, au rejet des investisseurs et au risque accru de perdre leur acceptabilité sociale. Les opérateurs doivent désormais prendre des mesures audacieuses qui permettent de fixer clairement un cap vers le développement durable, avec des objectifs bien définis et une action déterminée. Le coût de l'inaction est énorme, alors que les mesures appropriées peuvent assurer l'avenir des 'business models' de ces entreprises pendant des décennies.* »

Pour lire une copie complète du rapport et de ses recommandations, cliquez [ici](#).

Méthodologie de l'étude

Capgemini a mené une enquête auprès de 600 dirigeants dans 300 organisations basées dans 17 pays et régions, chaque entreprise étant représentée par un responsable du développement durable et un responsable d'activités dans le secteur de l'énergie et des *utilities*. Les pays / régions représentées : Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Chine, Espagne, États-Unis, France, Inde, Italie, Pays-Bas, pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède), Royaume-Uni. Capgemini a également mené 10 entretiens avec des experts du développement durable et de l'industrie pour comprendre leur approche du développement durable, les avantages qu'ils en retirent et les défis auxquels ils sont confrontés, ainsi que les meilleures pratiques, à la pointe du secteur.

À propos de Capgemini

Capgemini est un leader mondial du conseil, de la transformation numérique, des services technologiques et d'ingénierie. A la pointe de l'innovation, le Groupe aide ses clients à saisir l'ensemble des opportunités que présentent le cloud, le digital et les plateformes. Fort de plus de 50 ans d'expérience et d'une grande expertise des différents secteurs d'activité, il accompagne les entreprises et organisations dans la réalisation de leurs ambitions, de la définition de leur stratégie à la mise en œuvre de leurs opérations. Pour Capgemini, ce sont les hommes et les femmes qui donnent toute sa valeur à la technologie. Résolument multiculturel, le Groupe compte aujourd'hui 270 000 collaborateurs présents dans près de 50 pays. Avec Altran, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires combiné de 17 milliards d'euros en 2019.

Plus d'informations sur www.capgemini.com. *People matter, results count.*

À propos du Capgemini Research Institute

Le « Capgemini Research Institute » est le centre de recherche de Capgemini. Il publie régulièrement des études sur l'impact des technologies digitales au sein des organisations et des grands secteurs économiques. L'équipe de l'Institut s'appuie sur le réseau international d'experts de Capgemini et travaille en étroite collaboration avec les partenaires académiques et technologiques du Groupe. Il dispose de plusieurs centres de recherche dédiés en Inde, au Royaume-Uni, à Singapour et aux États-Unis. Il a été récemment classé N°1 mondial pour la qualité de ses recherches par des analystes indépendants.

Plus d'informations sur <https://www.capgemini.com/researchinstitute/>

⁵ L'apprentissage automatique (en anglais : *machine learning*) est un champ d'étude de l'intelligence artificielle qui se fonde sur des approches mathématiques et statistiques pour donner aux ordinateurs la capacité d'« apprendre » à partir de données, c'est-à-dire d'améliorer leurs performances à résoudre des tâches sans être explicitement programmés pour chacune.